



Déclaration liminaire de la FNEC FP-FO

au CSA FS de la Lozère

du 19 mars 2026

Mesdames et messieurs les membres du CSA FS,

La situation des professeurs des écoles et des AESH dans notre département atteint aujourd'hui un **niveau de dégradation préoccupant**, avec des conséquences directes et mesurables **sur la santé des personnels et sur les conditions d'apprentissage des élèves**. Les signalements de risques psychosociaux, de souffrance au travail ou de dysfonctionnements dans les écoles se multiplient. Malgré les travaux menés en GT et aux CSA FS précédents, les mêmes problèmes persistent, sans amélioration visible.

Inclusion

L'inclusion, lorsqu'elle se fait **sans moyens, sans structures adaptées et sans un nombre suffisant de personnels formés**, contribue à une **dégradation significative des conditions de travail**. Elle n'est ni véritablement protectrice pour les élèves concernés, ni soutenable pour les équipes, et entraîne aujourd'hui des effets négatifs sur les apprentissages de l'ensemble de la classe. Elle constitue un désengagement de l'État, qui transfère sur l'école ordinaire des missions qu'elle n'a ni les moyens ni la vocation d'assumer seule. **FO refuse cette logique d'inclusion systématique**. Continuer à faire croire que l'école ordinaire peut absorber toutes les situations, sans limites ni moyens supplémentaires, met tout le monde en difficulté : élèves, personnels et familles.

Pas de moyens pour agir, mais toujours pour réformer

Pendant que **le métier de professeur des écoles perd de son attractivité, faute de conditions de travail soutenables**, l'institution préfère réformer le concours, les programmes, plutôt que d'agir réellement là où cela serait efficace : **ouvrir des postes, renforcer les structures spécialisées, revaloriser et former les personnels**. Ces réformes mobilisent du temps, de l'énergie et des moyens considérables, mais ne résolvent pas les problèmes concrets ni ne rendent le métier plus attractif. **C'est le manque d'investissements réels pour améliorer les conditions de travail qui crée absentéisme, difficultés et besoins de remplacement, et non l'inverse.**

Formation

Par ailleurs, la formation continue des personnels en poste est trop souvent descendante, imposée, chronophage et **déconnectée des besoins réels** exprimés par les enseignants, ce qui limite son efficacité et son impact sur la pratique quotidienne.

Respect : une richesse sans coût

À cela s'ajoute une pression parentale croissante et un **contexte scolaire de plus en plus délétère**, où les enseignants sont soumis à la satisfaction immédiate et aux exigences individuelles. Les personnels font face à des **remises en cause, à des tensions et à une augmentation des agressions**, venant tant des parents que des élèves. En Lozère, de nombreuses situations ont été réellement prises en charge trop tardivement malgré les relances de FO, entraînant des arrêts de travail très longs, sans aucun retour à ce jour.

Dans les courriers du ministre, on peut lire que « *L'École est à la fois l'émanation de la société et le berceau de son avenir* ». **Que devient notre société lorsqu'une École manque de moyens et perd le respect qu'on lui doit ?** Dans le même temps, il est affirmé que « *L'École assure un service public d'éducation de qualité et permet à tous les enfants d'accéder au savoir* ».

Cette injonction apparaît pourtant profondément contradictoire avec la réalité du terrain. **La réussite de tous ne peut exister sans conditions d'enseignement dignes, sans moyens humains suffisants, et sans réponses adaptées aux besoins réels.** Elle entre d'autant plus en tension avec les choix budgétaires actuels, qui restreignent les moyens alloués au service public d'éducation, tout en s'inscrivant dans un contexte plus large de priorités politiques marquées par une forme d'acculturation à la guerre, au détriment des investissements sociaux et éducatifs indispensables.

FO rappelle ici clairement : la souffrance professionnelle des personnels, l'épuisement, les arrêts maladie, les démissions, relèvent pleinement du champ de compétence de cette instance.

FO refuse que le CSA FS se limite à des constats ou à des rappels réglementaires. Nous attendons des engagements clairs et des mesures effectives pour protéger la santé des personnels et améliorer leurs conditions de travail.

FO revendique :

- **l'ouverture et le renforcement de structures spécialisées,**
- **un recrutement d'AESH à la hauteur des besoins réels,**
- **un statut de fonctionnaire pour les AESH avec un salaire à temps plein pour 24h d'accompagnement,**
- **l'abandon des PIAL et des PAS,**
- **des mesures concrètes pour réaffirmer la place et la légitimité des enseignants.**

Sans cela, les discours sur la réussite de tous et le bien-être au travail resteront des déclarations d'intention, pendant que la réalité du terrain continuera de se dégrader.